

Zoom 2018 sur la santé financière des ETI

Evolutions 2008-2017



ATH publie, dans le cadre de son Observatoire de l'information financière, une analyse de l'évolution financière de 2 300 ETI (soit près de la moitié de la population des ETI en France) sur la période 2008 à 2017. Cette étude complète l'analyse faite par ATH sur la santé financière des PME ⁽¹⁾.

Les principaux constats

Activité

Les ETI du panel font apparaître un niveau d'activité qui a progressé de 21,5 % (pour une inflation de 8,6 %) sur la période de 2008 à 2017 avec un chiffre d'affaires moyen de 183,2 M€ (3,8 % entre 2016 et 2017).

Export

Environ 60 % des entreprises exportent en 2017 ; elles sont plus nombreuses qu'en 2008 (+6 %). Le taux à l'export est stable : autour de 31 % de leur activité totale.

Rentabilité

L'analyse des ETI du panel fait ressortir un montant moyen de résultat d'exploitation de 8,4 M€ soit un taux de résultat d'exploitation (REX) sur chiffre d'affaires de 4,6 %. Après s'être amélioré en 2015 et 2016, il a accusé un nouveau recul en 2017, loin du niveau de 2008 (5,6 %).

La capacité d'autofinancement s'est dégradée en 2017 par rapport à 2016 et le taux de la CAF sur le chiffre d'affaires reste toujours inférieur, d'environ 1 point à celui de 2008.

Capitaux propres et endettement net

Les entreprises font apparaître, en moyenne, un niveau de trésorerie nette supérieure de 45 % à celle de 2008, après un léger recul en 2017.

Le niveau d'endettement s'est également alourdi de 37,4 % sur la période de dix ans pour atteindre un niveau moyen de près de 41 M€ en 2017 contre 30 M€ en 2008 (39,4 M€ en 2016).

En conséquence, l'endettement net augmente de 1,9 M€ pour passer de 27,8 à 29,7 M€ entre 2016 et 2017.

Les capitaux propres sont en augmentation permanente depuis 2008 atteignant le montant de 74,1 M€ en 2017 pour 56,6 M€ en 2008 (70,9 M€ en 2016).

A mettre en parallèle avec le taux d'endettement qui s'est alourdi passant de 52,5 % en 2008 à 55,1 % en 2017 (55,6 % en 2016).

Focus sur la fiscalité de production

L'étude 2018 constate que les impôts sur la production se sont élevés à 2 % du chiffre d'affaires de ces entreprises (le taux de résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires n'est que de 4,6 %). Ces impôts représentent les deux tiers du total des impôts payés par les entreprises (IS compris).

⁽¹⁾ Ces deux études sont consultables sur le site : www.observatoireath.com

1. Analyse

1^{er} thème : Activité

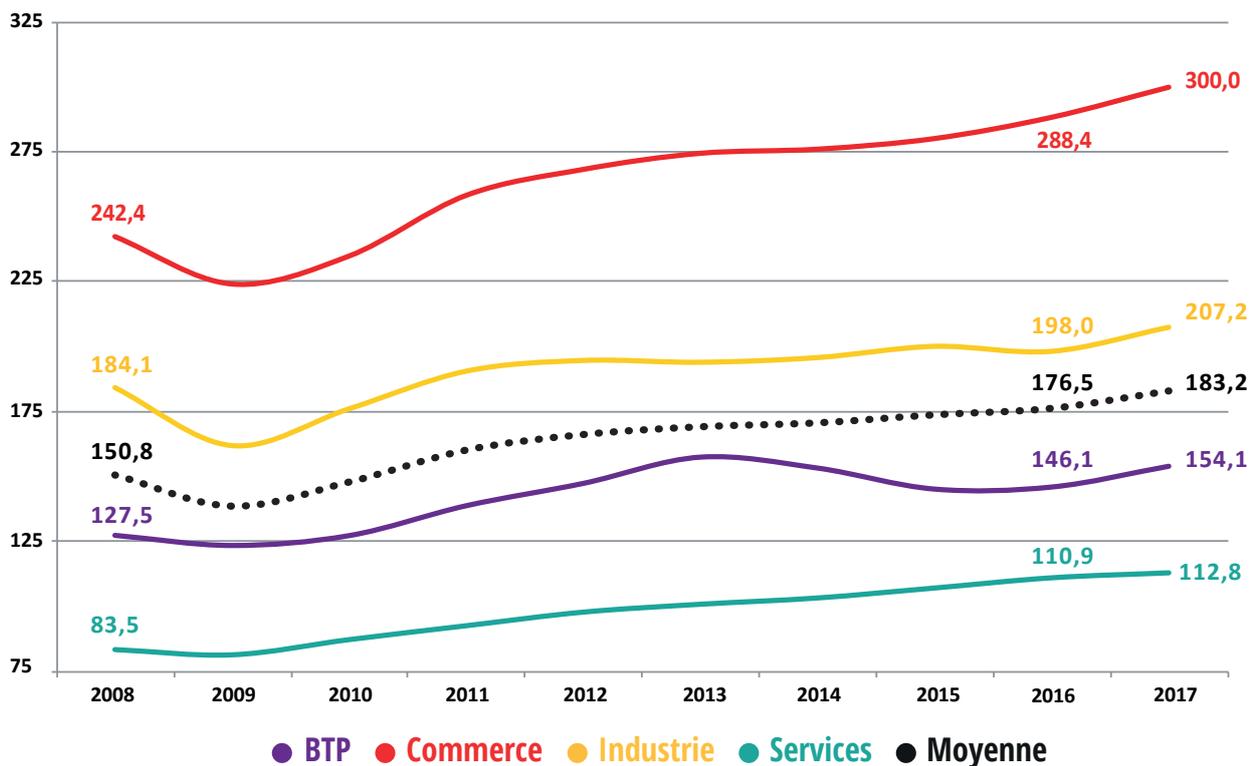
Chiffre d'affaires net hors taxes

Les ETI de notre échantillon totalisent un chiffre d'affaires de 414 milliards d'euros soit une moyenne de 183,2 M€ par entité pour l'année 2017.

Globalement, le chiffre d'affaires a progressé de 21,5 % sur les dix années. Il faut mettre cette augmentation en parallèle avec l'évolution de l'inflation qui ressort à 8,6 % sur cette même période.

À noter une augmentation de 3,8 % de 2017 sur 2016, alors que sur cette année 2017 l'inflation a été de 1 %.

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité en M€



Tous les secteurs ont progressé et plus particulièrement le BTP à hauteur de 5,5 %.

Exportation

Exportation	2008	2015	2016	2017	Evolution 2008/2017
Taux d'exportation moyen	30,7 %	31,6 %	31,1 %	31,4 %	+0,7 pt
Nb de sociétés concernées	1 224	1 273	1 274	1 299	+6,1 %
% de sociétés	54,2 %	56,3 %	56,4 %	57,5 %	+3,3 pts

Sur les entreprises du panel, 1 299 déclarent un chiffre d'affaires à l'export soit plus de 57 % des entités en nombre. Il faut noter que ce nombre d'entreprises exportatrices est en progression constante sur la période soit 6,1 % sur les dix ans.

Leur taux à l'export reste généralement stable à hauteur de 30 % de leur activité.

2^{ème} thème : Profitabilité économique

Résultat d'exploitation (REX)

Résultat d'exploitation de l'ensemble des sociétés	2008	2015	2016	2017	Evolution 2008/2017
Montant du REX en moyenne en K€	8 408	8 067	8 591	8 408	0 %
Variation moyenne N / N-1	-	+9,0 %	+6,5 %	-2,1 %	-
Taux du REX moyen / CA	5,6 %	4,6 %	4,9 %	4,6 %	- 1,0 pt

Le résultat d'exploitation retrouve son niveau d'avant-crise (8 408 K€ en 2017 pour 8 408 K€ en 2008) grâce à une bonne évolution en 2016. Mais il accuse de nouveau un recul en 2017 par rapport à 2016 (8 408 K€ pour 8 591 K€).

Le taux de résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires recule de nouveau au niveau de 2015 et reste largement inférieur à celui de 2008 (4,6 % pour 5,6 %).

Certains dirigeants d'ETI ⁽¹⁾ interrogés situent mal l'impact des réformes engagées par les pouvoirs publics.

À la question, quel est le principal impact des réformes engagées entre ces différents objectifs : améliorer les marges, développer la R&D, favoriser l'investissement, ouvrir les activités à l'exportation, permettre le désendettement, rééquilibrer la répartition des résultats entre salariés et actionnaires, les réponses sont diluées, ce qui aurait tendance à montrer que les réformes engagées semblent non ciblées et que les résultats sont peu lisibles.

Les dirigeants interrogés pensent que « *Les réformes devraient être plus profondes et s'ancrer dans la durée pour produire leurs effets.* »

« *Le plus important, c'est de nous donner de la visibilité : un objectif, une ligne de conduite et un calendrier puis de s'y tenir.* »

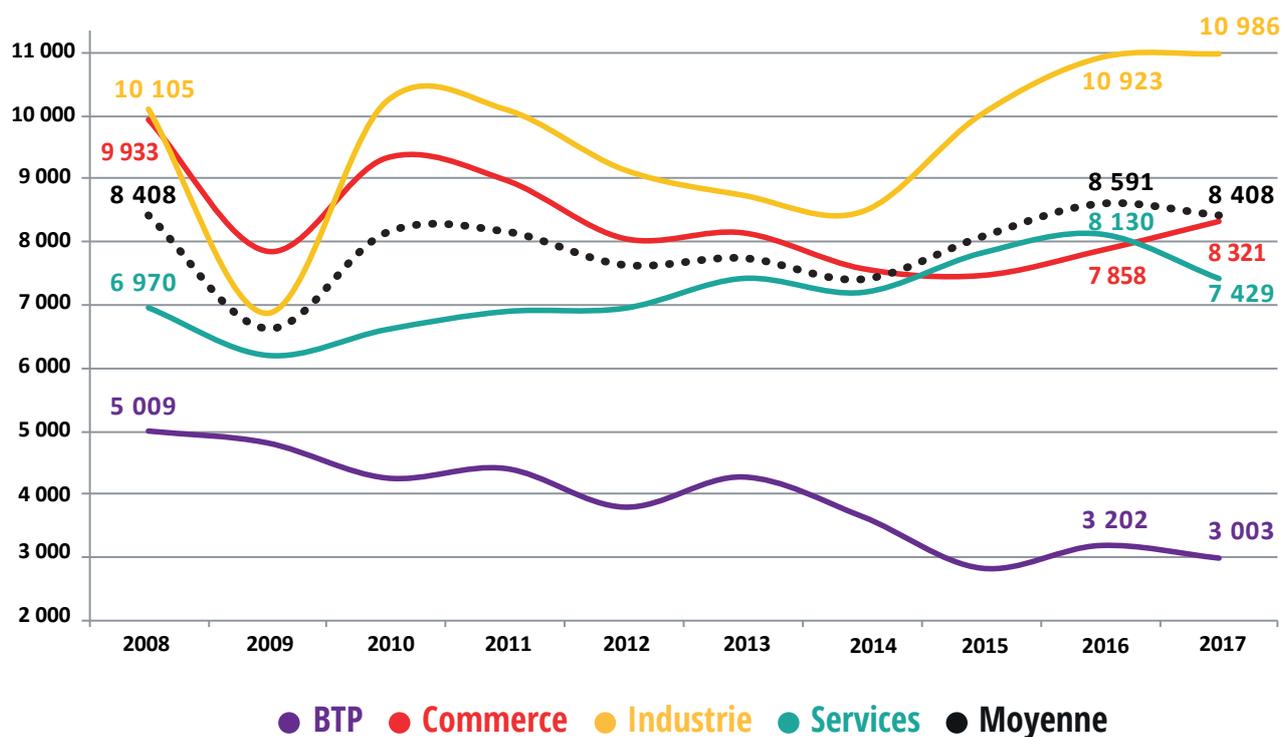
« *D'une manière générale, nous ne sommes pas demandeurs de subventions mais d'allègement de charges sociales.* »

« *La multiplication des normes est coûteuse (administration et gestion).* »

L'évolution globale du résultat d'exploitation doit être examinée à l'aune de l'analyse par secteur d'activité.

⁽¹⁾ Enquête réalisée en octobre 2018 auprès d'une quarantaine de chefs d'entreprise ETI - Membres du METI - Mouvement des entreprises de taille intermédiaire.

Résultat d'exploitation par secteurs d'activité en K€



Tous les secteurs ont vu leur résultat d'exploitation progresser sauf le BTP qui continue sa dégradation et les services pour lesquels l'année 2017 a vu une baisse significative de leur rentabilité.

Les dirigeants des ETI consultés pensent de manière unanime que leur entreprise connaît des problèmes de recrutement en raison de pénurie de candidats adaptés.

L'Insee indique que le taux de chômage des salariés qualifiés et expérimentés n'est que de 4,2 %, taux bien inférieur à la moyenne nationale.

3^{ème} thème : Rentabilité nette

Capacité d'autofinancement

Capacité d'autofinancement avant répartition pour l'ensemble des sociétés	2008	2015	2016	2017	Evolution 2008/2017
Capacité d'autofinancement moyenne en K€	11 085	11 337	12 040	11 577	+4,4 %
Variation moyenne N / N-1	-	+6,9 %	+6,2 %	-3,8 %	-
Taux de CAF moyen / CA	7,4 %	6,5 %	6,8 %	6,3 %	-1,1 pt

La capacité d'autofinancement (CAF) mesure le cash généré par l'activité pour investir donc pour assurer la pérennité de l'entreprise, rembourser les dettes et rémunérer les actionnaires.

La capacité d'autofinancement s'est dégradée en 2017 par rapport à 2016. Ce chiffre global recouvre la même disparité par secteur d'activité, le secteur des services notamment étant passé de 13 110 K€ à 12 336 K€, le secteur du BTP de 6 671 K€ à 3 769 K€. Le secteur de l'industrie a bénéficié d'une CAF relativement stable passant de 15 471 K€ en 2016 à 15 283 K€ en 2017. Seule la CAF du commerce a progressé de 6 185 K€ en 2016 à 6 975 K€ en 2017.

4^{ème} thème : Structure financière

Couverture du besoin en fonds de roulement exprimé en jours de chiffre d'affaires

Couverture du BFR en jours de CA	2008	2015	2016	2017	Evolution 2008/2017
Moyenne	66	70	72	72	+9,1 %
Variation moyenne N / N-1	-	+4,5 %	+2,9 %	0 %	-

Le niveau du BFR exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires reste élevé puisqu'il se situe depuis 2 ans à 72 jours de chiffre d'affaires, il n'était que de 66 jours en 2008.

Celui des PME étudiées par ATH se situe à 67 jours.

Ce BFR moyen ne tient pas compte des modalités de financement à court terme (affacturation, loi Dailly,...) qui ne sont appréhendables qu'à travers les engagements hors bilan.

Trésorerie nette et endettement

Trésorerie nette	2008	2015	2016	2017	Evolution 2008/2017
Moyenne en K€	7 690	10 661	11 658	11 185	+45,4 %
Variation moyenne N / N-1	-	2,0 %	+9,4 %	-4,1 %	-

Les entreprises font apparaître, en moyenne, un niveau de trésorerie nette supérieur de 45 % à celui de 2008, après un recul en 2017.

Dettes de caractère financier	2008	2015	2016	2017	Evolution 2008/2017
Moyenne en K€	29 737	36 801	39 419	40 870	+37,4 %
Variation moyenne N / N-1	-	+1,5 %	7,1 %	+3,7 %	-

Le niveau d'endettement s'est alourdi de 37,4 % sur la période de dix ans pour atteindre un niveau moyen de près de 41 M€ en 2017.

L'endettement net, tel qu'il résulte de la lecture des comptes, augmente de 1,9 M€ pour passer de 27,8 à 29,7 M€ entre 2016 et 2017.

Capitaux propres

Capitaux propres	2008	2015	2016	2017	Evolution 2008/2017
Moyenne en K€	56 629	68 343	70 893	74 187	+31,0 %
Variation moyenne N / N-1	-	+0,9 %	+3,7 %	+4,6 %	-

Les capitaux propres sont en augmentation permanente depuis 2008 en raison, sans doute, d'une intégration des résultats dans les réserves et éventuellement d'augmentations de capital. Cette tendance s'est poursuivie en 2017 avec un taux d'augmentation de 4,6 % par rapport à 2016.

Taux d'endettement (dettes de caractère financier/total des capitaux propres)

Taux d'endettement en %	2008	2015	2016	2017	Evolution 2008/2017
Moyenne	52,5 %	53,9 %	55,6 %	55,1 %	+2,6 pts
Variation moyenne N / N-1	-	+0,3 pt	+1,7 pts	-0,5 pt	-

Ce ratio, en augmentation régulière depuis 2008, connaît une légère baisse en 2017.

Focus sur la fiscalité

Selon le Conseil National de l'Industrie, la fiscalité sur la production a représenté globalement 72 milliards d'euros en 2016. Elle regroupe les impôts suivants : les impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (26,1 milliards d'euros), les impôts sur le foncier (24,6 milliards d'euros), les impôts sur la valeur ajoutée (13,3 milliards d'euros), les impôts sur le chiffre d'affaires (3,5 milliards d'euros) et les autres impôts sur la production (4,5 milliards d'euros).

Rappelons que le budget de l'État pour 2016 comprenait un montant d'impôt sur les sociétés de 32,9 milliards d'euros, soit un tiers des impôts à la charge des entreprises.

Sur les entités du panel de la présente étude, les impôts sur la production représentent également un peu plus des deux tiers du total des impôts payés par les entreprises (IS compris).

Ces impôts, assez stables sur les dix années, se sont élevés à environ 2 % du chiffre d'affaires de ces entités alors que le résultat d'exploitation a baissé de 5,6 % à 4,6 % de leur chiffre d'affaires.

Les chiffres sont respectivement de 1,9 % et de 4,6 % pour l'année 2017. Ils sont de 1,5 % et de 3,8 % pour les PME ; ce ratio plus faible est le résultat de certains écrêtements spécifiques aux PME.

Que les entreprises soient bénéficiaires ou déficitaires, ces impôts représentent 30 % du résultat net comptable car il y a très peu d'allègements pour les entreprises déficitaires pour ces impôts.

Les dirigeants des ETI interrogés pensent majoritairement que la réforme des impôts sur la production devrait représenter une priorité pour les pouvoirs publics.

« Ces impôts impactent directement nos coûts de revient, ce qui rend nos produits de moins en moins compétitifs. Ils grèvent en profondeur la compétitivité de nos entreprises avant même que celles-ci ne dégagent le moindre profit ».

METHODOLOGIE

Les entreprises françaises se répartissent en **4 catégories** qui sont, en termes d'effectifs, ainsi identifiées :

- ↳ **TPE** - Très petites entreprises - moins de 10 salariés,
- ↳ **PME** - Petites et moyennes entreprises - de 10 à 250 salariés,
- ↳ **ETI** - Entreprises de taille intermédiaire - de 250 à 5 000 salariés,
- ↳ **GE** - Grandes entreprises - plus de 5 000 salariés.

Définition des ETI

Au sens français, il s'agit des entreprises de taille intermédiaire dont l'effectif est compris entre 250 et 4 999 personnes avec un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 1,5 milliards d'euros ou un bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros.

Toutefois, une entreprise qui a moins de 250 salariés, mais plus de 50 M€ de chiffre d'affaires et plus de 43 M€ de total de bilan est aussi considérée comme une ETI.

Source des données

L'étude s'appuie sur plusieurs sources de données :

- ↳ Des publications et rapports récents sur les ETI,
- ↳ L'analyse de données financières à partir de l'élaboration d'une base complète (source : Diane 2008 à 2017, bureau Van Dijk).

Le panel de l'étude est constitué de 2 400 ETI sur les années 2008 à 2017.

Ont été exclues de l'analyse :

- ↳ Les sociétés dont le code NAF correspond aux activités de services financiers et d'assurance, aux activités de sièges sociaux,
- ↳ Les sociétés dont les formes juridiques correspondent aux associations, EARL, GIE, sociétés civiles et sociétés de droit étranger.

Après le retraitement de ces différentes données, le panel de l'étude se compose de 2 260 sociétés. Plusieurs ratios financiers ont été déterminés afin de pouvoir observer les tendances économiques et financières de ces différentes sociétés.

L'étude 2018 s'est également appuyée sur une enquête réalisée en octobre 2018 auprès d'une quarantaine de chefs d'entreprise ETI - Membres du METI - Mouvement des entreprises de taille intermédiaire.

Structure de l'échantillon

Les ETI de notre panel se répartissent régionalement de la façon suivante :

Régions	Nombre de sociétés
Auvergne-Rhône-Alpes	303
Bourgogne-Franche-Comté	64
Bretagne	70
Centre-Val de Loire	65
Corse	-
Grand Est	104
Guadeloupe	1
Guyane	-
Hauts-de-France	136
Île-de-France	983
La Réunion	-
Martinique	1
Mayotte	-
Normandie	66
Nouvelle-Aquitaine	125
Occitanie	124
Pays de la Loire	103
Provence-Alpes-Côte d'Azur	115
Total général	2 481

Les formes juridiques des sociétés de notre panel :

Forme juridique	Nombre de sociétés
Société à responsabilité limitée (SARL)	53
Société à responsabilité limitée à associé unique	17
Société anonyme (SA)	388
Société anonyme à directoire	63
Société coopérative	37
Société en commandite par actions (SCA)	5
Société en commandite simple (SCS)	2
Société en nom collectif (SNC)	45
Société par actions simplifiée (SAS)	1 115
Société par actions simplifiée à associé unique (SASU)	535
Total général	2 260

La répartition par secteur d'activités des sociétés de notre panel est la suivante :

Secteurs d'activités	Nombre de sociétés
BTP - Construction et travaux de construction	191
BTP	191
Commerce - Commerce de détail	120
Commerce - Commerce de gros	278
Commerce - Commerce et réparation automobile	30
COMMERCE	428
Industrie - Agriculture, Sylviculture, Pêche	7
Industrie - Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	11
Industrie - Industries extractives, Agricoles, Alimentaires	11
Industrie - Industrie Manufacturière	671
Industrie - Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	52
INDUSTRIE	752
Services - Autres services	14
Services - Services administratifs et d'assistance	176
Services - Services artistiques et du spectacle et services récréatifs	18
Services - Services de l'éducation	6
Services - Services de santé et d'action sociale	97
Services - Services de transport et d'entreposage	203
Services - Services d'hébergement et de restauration	42
Services - Services d'information et de communication	145
Services - Services immobiliers	16
Services - Services professionnels, scientifiques et techniques	172
SERVICES	889
Total général	2 260

ATH est une association technique qui regroupe 26 cabinets d'audit et de conseil, 4 600 collaborateurs, 465 M€ de chiffres d'affaires, 150 mandats EIP.

Cabinets membres d'ATH : ACA NEXIA, ACTHEOS, BBA, BECOUZE, BERDUGO METOUDI, CREATIS, DAUGE FIDELIANCE, ECA NEXIA, EUREX, EXPONENS, FIDELIANCE, FINEXSI, FIREX, GROUPE COFIME, GROUPE ROCARD, GROUPE Y NEXIA, IFEC, NOVANCES, OFEC, ORFIS, RSM FRANCE, SADEC AKELYS, SEFAC SMA, SEFICO NEXIA, SFC, STREGO.

Site ATH : www.ath.asso.fr - **Site de l'Observatoire ATH :** www.observatoireath.com

RSM

26, rue Cambacérès
75 008 Paris France

T: +33 (0)1 56 88 31 20

E: contact@rsmfrance.fr

www.rsmfrance.fr

RSM France est membre du réseau RSM.

Chaque membre du réseau RSM est un cabinet indépendant d'Audit, d'Expertise et de Conseil, exerçant pour son propre compte. Le réseau RSM en tant que tel n'est pas une entité juridique à part entière.

Le réseau RSM est géré par RSM International Limited, une société immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles (sous le numéro 4040598) dont le siège social est situé au 50 Cannon Street, London, EC4N6JJ, United Kingdom.

La marque RSM et tous les droits de propriété intellectuelle utilisés par les membres du réseau sont la propriété de RSM International Association, une association régie par les articles 60 et suivants du Code civil Suisse et dont le siège est à Zoug.

RSM France est membre de l'association technique ATH.

© ATH